



Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr. générale
21 septembre 2021
Français
Original : anglais

Organe subsidiaire de mise en œuvre
Cinquante-deuxième à cinquante-cinquième session
Glasgow, 31 octobre-6 novembre 2021

Point 4 b) de l'ordre du jour provisoire

Notification par les Parties non visées à l'annexe I de la Convention :
rapports (2020 et 2021) et mandat du Groupe consultatif d'experts

Rapport du Groupe consultatif d'experts*

Résumé

Dans le présent rapport, le Groupe consultatif d'experts récapitule les progrès accomplis dans l'exécution de son plan de travail pour 2021, y compris ses grandes réalisations et les enseignements à retenir. Il rend compte des travaux et des résultats des deux réunions ordinaires qu'il a tenues en 2021, à l'occasion desquelles il a débattu de ses principaux domaines d'activité et de l'exécution de son plan de travail en dépit des circonstances liées à la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19).

* Il a été convenu que le présent document serait publié après la date normale de publication en raison de circonstances indépendantes de la volonté du soumetteur.



Abréviations et acronymes

cadre de transparence renforcé	cadre de transparence renforcé des mesures et de l'appui
CDN	contribution déterminée au niveau national
COP	Conférence des Parties
GCE	Groupe consultatif d'experts
GES	gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
ODD	objectif de développement durable
Partie non visée à l'annexe I	Partie non visée à l'annexe I de la Convention
Partie visée à l'annexe I	Partie visée à l'annexe I de la Convention
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
SBI	Organe subsidiaire de mise en œuvre

I. Introduction

A. Mandat

1. À sa vingt-quatrième session, la Conférence des Parties (COP) a décidé de proroger de huit ans le mandat du Groupe consultatif d'experts (GCE), soit du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2026¹.
2. En outre, la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris a décidé que le GCE concourrait à l'application de l'Accord de Paris, à compter du 1^{er} janvier 2019, pour appuyer la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé des mesures et de l'appui (cadre de transparence renforcé) prévu par l'Accord, notamment en :
 - a) Contribuant à la fourniture de conseils et d'un appui techniques aux pays en développement parties, selon qu'il conviendrait, notamment pour l'établissement et la présentation de leurs rapports biennaux sur la transparence, et à l'amélioration du processus de notification dans le temps ;
 - b) Donnant des avis techniques au secrétariat sur le programme de formation des équipes d'experts techniques mentionné à l'alinéa c) du paragraphe 12 de la décision 18/CMA.1².
3. À sa vingt-quatrième session, la COP a également décidé que, dans l'exercice de son mandat, le GCE fonctionnerait conformément à la décision 19/CP.19 et à son annexe. Parallèlement, elle a prié l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI), à sa cinquantième session, d'examiner et de réviser le mandat du GCE, compte tenu des fonctions visées à l'annexe de la décision 19/CP.19, des rapports annuels du GCE et du paragraphe 15 de la décision 18/CMA.1, en vue de lui recommander, à elle, un projet de décision pour examen et adoption à sa vingt-cinquième session³. Le SBI, n'ayant pas achevé l'examen et la révision du mandat du GCE à sa cinquante et unième session, poursuivra ses travaux sur cette question en vue de recommander un projet de décision à la COP à sa vingt-sixième session.
4. À sa dix-neuvième session, la COP a demandé au GCE de présenter chaque année un rapport intérimaire sur ses activités au SBI pour que celui-ci l'examine aux sessions qui se tiendraient à l'occasion des sessions de la COP⁴.
5. À sa dix-neuvième session, la COP a aussi chargé le secrétariat de faciliter les travaux du GCE en organisant ses réunions et ateliers et en établissant des rapports à leur sujet pour examen par le SBI⁵.

B. Objet du présent rapport

6. Le présent rapport offre une vue d'ensemble de l'exécution par le GCE de son plan de travail pour 2021 (voir l'annexe). Le GCE y rend compte des travaux et des résultats de ses cinquième et sixième réunions, notamment de ses principales réalisations, des enseignements qu'il a tirés et des difficultés qu'il a rencontrées.
7. Deux autres rapports sur les résultats des principales activités menées par le GCE en 2021 ont été établis pour examen par le SBI :
 - a) Un rapport sur les ateliers régionaux de formation pratique organisés en ligne, qui portaient sur les arrangements institutionnels relatifs aux dispositifs de mesure, notification et vérification en place et sur le cadre de transparence renforcé, notamment sur la gestion des données pour les inventaires nationaux des GES (voir par. 14 à 17 ci-dessous)⁶ ;

¹ Décision 11/CP.24, par. 1.

² Décision 18/CMA.1, par. 15.

³ Décision 11/CP.24, par. 2 et 5.

⁴ Décision 19/CP.19, par. 7.

⁵ Ibid., par. 9 a).

⁶ FCCC/SBI/2021/14.

b) Un document technique sur les problèmes et les obstacles rencontrés, les enseignements tirés de l'expérience et les besoins de renforcement des capacités dans le contexte de l'élaboration des communications nationales et des rapports biennaux actualisés (voir par. 40 à 44 ci-dessous)⁷.

C. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

8. Le SBI sera invité à examiner le présent rapport et à donner des orientations au GCE selon qu'il conviendra.

II. Travaux des réunions du Groupe consultatif d'experts

A. Cinquième réunion

9. La cinquième réunion du GCE s'est tenue en ligne les 2 et 3 mars 2021. Au total, 22 membres du GCE y ont participé⁸, ainsi qu'un représentant des Parties non visées à l'annexe I d'Europe orientale (Arménie), qui était présent en qualité d'observateur et avait été invité conformément aux conclusions de la dix-neuvième session de la COP⁹.

10. Virginia Sena (Uruguay) a été élue Présidente du GCE et Sandra Motshwanedi (Afrique du Sud) Rapporteuse, l'une et l'autre pour un mandat d'un an.

11. À la réunion, le GCE a élaboré son plan de travail pour 2021 en se fondant sur sa vision, sa mission et ses priorités stratégiques pour la période 2020-2026¹⁰ et en tenant compte des besoins et des lacunes, existants et nouveaux, des pays en développement, ainsi que du retour d'information reçu des experts et des praticiens au niveau national dans le cadre de sa participation à divers forums et manifestations.

B. Sixième réunion

12. La sixième réunion du GCE s'est tenue en ligne les 2 et 3 septembre 2021. Au total, 18 membres du GCE y ont participé¹¹, ainsi qu'un représentant des Parties non visées à l'annexe I d'Europe orientale (Arménie), qui était présent en qualité d'observateur.

13. À cette réunion, le GCE a passé en revue l'exécution de son plan de travail pour 2021 et a recensé les enseignements à retenir et les difficultés rencontrées. En outre, il a examiné son rapport d'activité de 2021 à soumettre au SBI, ainsi que les rapports mentionnés au paragraphe 7 ci-dessus.

III. Progrès accomplis par le Groupe consultatif d'experts dans l'exécution de son plan de travail pour 2021

A. Ateliers régionaux de formation pratique organisés en ligne

14. S'appuyant sur les sept ateliers régionaux de formation pratique qu'il a organisés en ligne en 2020 sur les dispositifs de mesure, notification et vérification en place et le cadre de

⁷ FCCC/TP/2021/2.

⁸ Ces membres représentaient l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Arabie saoudite, la Chine, le Congo, Cuba, les États-Unis d'Amérique, la France, Haïti, le Japon, les Maldives, le Pakistan, Singapour, la Slovaquie, le Soudan, le Togo, la Turquie, l'Union européenne, l'Uruguay, le GIEC, le PNUD et le PNUE.

⁹ FCCC/CP/2013/10, par. 131.

¹⁰ FCCC/SBI/2020/15, annexe I.

¹¹ Ces membres représentaient l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, la Chine, le Congo, Cuba, les États-Unis d'Amérique, la France, Haïti, le Japon, les Maldives, le Pakistan, Singapour, la Slovaquie, la Turquie, l'Uruguay, le GIEC, le PNUD et le PNUE.

transparence renforcé, le GCE a décidé d'organiser en ligne, dans le cadre de son plan de travail pour 2021, des ateliers régionaux de formation pratique portant sur les arrangements institutionnels relatifs aux dispositifs de mesure, notification et vérification en place et sur le cadre de transparence renforcé, notamment sur la gestion des données pour les inventaires nationaux des GES.

15. L'objectif principal de ces ateliers était de renforcer la capacité technique des experts des pays en développement parties d'établir, de développer ou de renforcer les arrangements institutionnels de leurs pays en vue de faciliter l'application des dispositifs de mesure, notification et vérification en place, de préparer la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé et de comprendre la gestion des données pour les inventaires nationaux des GES. Plus précisément, à l'issue de la formation, les participants devaient avoir acquis :

a) Une meilleure compréhension des dispositifs de mesure, notification et vérification en place, ainsi que du cadre de transparence renforcé ;

b) Une bonne connaissance des composantes clefs des arrangements institutionnels, y compris la gestion des données pour les inventaires de GES, dans le contexte des dispositifs de mesure, notification et vérification en place et de la transition vers le cadre de transparence renforcé ;

c) La capacité d'expliquer les éléments essentiels de la mise en place, du maintien et de l'amélioration continue des arrangements institutionnels et juridiques visant à appuyer les dispositifs de mesure, notification et vérification en place et le cadre de transparence renforcé, y compris la gestion des données pour les inventaires des GES ;

d) Quelques exemples d'outils et d'expériences concrètes pouvant être appliqués ou développés pour mettre en place ou renforcer les arrangements institutionnels pertinents ;

e) La capacité de repérer les lacunes et les besoins en matière de renforcement des capacités nécessaires à la mise en place d'arrangements institutionnels en vue de la transition vers le cadre de transparence renforcé et à l'établissement de rapports à ce sujet.

16. Compte tenu des différences linguistiques et du décalage horaire entre les régions, le GCE a décidé d'organiser en ligne, entre juin et septembre 2021, sept ateliers régionaux de formation pratique¹². Au total, 313 participants¹³ de 90 pays ont été formés à l'occasion de ces ateliers (voir le tableau ci-après). Dans sa lettre invitant les pays à désigner les experts nationaux qui participeraient aux ateliers régionaux, le GCE a une nouvelle fois encouragé la participation de femmes.

17. Dans les informations communiquées en retour, les participants ont indiqué que les ateliers et les séances de formation étaient bien structurés et bien organisés, que les questions qu'ils avaient soulevées avaient été traitées et qu'ils avaient pu accéder facilement ou très facilement aux supports de formation. Ils ont estimé que cette formation leur avait permis de mieux comprendre les arrangements institutionnels relatifs aux dispositifs de mesure, notification et vérification en place et les avait préparés à la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé. Certains participants ont indiqué que les nouvelles connaissances qu'ils avaient acquises les aideraient à renforcer leurs arrangements institutionnels, à promouvoir la participation des parties prenantes, à améliorer la collecte des données, à élaborer des lois et des cadres législatifs concernant les changements climatiques et à mener à bien d'autres travaux dans ce domaine ; certains ont estimé que ces connaissances les aideraient à former leurs collègues et à renforcer les capacités d'autres parties prenantes.

¹² Le rapport sur les ateliers a été publié sous la cote FCCC/SBI/2021/14.

¹³ Il s'agit du nombre de participants enregistrés et connectés. Dans certains cas, plusieurs personnes ont pu participer en utilisant la même connexion.

Ateliers régionaux de formation pratique organisés en 2021 par le Groupe consultatif d'experts (en ligne)

<i>Dates</i>	<i>Langue</i>	<i>Région(s)/sous-région(s)</i>	<i>Nombre de pays représentés</i>	<i>Nombre de participants</i>
22-24 juin	anglais	Asie-Pacifique, Europe orientale, Europe occidentale et autres États	21	57 (33 hommes et 24 femmes)
29 juin-1 ^{er} juillet	anglais	Pacifique	4	24 (12 hommes et 12 femmes)
5-7 juillet	anglais	Afrique et Amérique latine et Caraïbes	27	93 (51 hommes et 42 femmes)
13-15 juillet	français	Afrique et Amérique latine et Caraïbes	8	15 (11 hommes et 4 femmes)
7-9 septembre	espagnol	Afrique, Amérique latine et Caraïbes, et Europe occidentale et autres États	16	62 (24 hommes et 38 femmes)
13-15 septembre	arabe	Moyen-Orient et Afrique du Nord	10	45 (24 hommes et 21 femmes)
13-15 septembre	russe	Asie-Pacifique, Europe orientale, Europe occidentale et autres États	4	17 (4 hommes et 13 femmes)

B. Séries de webinaires régionaux

18. Dans le cadre de son plan de travail pour 2021, le GCE a décidé d'organiser deux séries de webinaires régionaux¹⁴ sur les thèmes suivants :

- a) La création, à l'échelle nationale, de synergies dans la collecte des données à communiquer au titre des dispositifs de mesure, notification et vérification en place, du cadre de transparence renforcé, du cadre de suivi des objectifs de développement durable (ODD) et d'autres instruments internationaux (voir par. 19 à 22 ci-dessous) ;
- b) L'intégration de l'établissement de rapports sur le climat dans les statistiques nationales comme moyen d'améliorer les arrangements institutionnels de manière durable (voir par. 23 à 25 ci-dessous).

1. Création, à l'échelle nationale, de synergies dans la collecte des données à communiquer au titre de la Convention et d'autres instruments internationaux

19. Cette série de trois webinaires régionaux, dont deux en anglais pour les régions Afrique et Asie-Pacifique, et un en espagnol pour la région Amérique latine et Caraïbes, a été suivie par 84 experts. Les objectifs de ces webinaires étaient les suivants :

- a) Souligner l'importance d'arrangements institutionnels de notification durables ;
- b) Réfléchir aux synergies possibles dans la collecte des données que les pays doivent communiquer au titre des dispositifs de mesure, notification et vérification en place,

¹⁴ Voir <https://unfccc.int/process-and-meetings/bodies/constituted-bodies/consultative-group-of-experts-cge/cge-webinar-series>. On trouvera notamment sur cette page les enregistrements des webinaires et des documents de référence.

du cadre de transparence renforcé, du cadre de suivi des ODD et d'autres instruments internationaux ;

c) Mettre en avant l'expérience de pays en développement parties qui ont intégré le suivi des ODD dans leurs dispositifs nationaux de mesure, notification et vérification ;

d) Permettre aux participants de partager leur expérience, les enseignements qu'ils en ont tirés et leurs besoins, et d'en débattre.

20. Les webinaires visaient avant tout à : présenter les avantages de systèmes nationaux de mesure, notification et vérification et d'arrangements institutionnels durables dans l'optique de la communication de données au titre des dispositifs de mesure, notification et vérification existants et du cadre de transparence renforcé ; aborder la question de la communication de données au titre de différents instruments internationaux, dont la Convention et l'Accord de Paris, le cadre de suivi des ODD et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), ainsi que des similitudes ou des liens entre les obligations qu'imposent ces instruments quant aux données à communiquer et aux sources à utiliser ; mettre en avant l'expérience de pays qui avaient intégré le suivi des ODD dans leur système national de mesure, notification et vérification. Des représentants de l'Indonésie, du Monténégro, de l'Ouganda et de la République dominicaine ont présenté l'expérience de ces pays.

21. Ces webinaires s'adressaient aux spécialistes et autres acteurs des systèmes de mesure, notification et vérification, aux personnes chargées du suivi des indicateurs relatifs aux ODD et de la mise en œuvre du Cadre de Sendai, ainsi qu'aux représentants des organismes nationaux de statistique.

22. Les participants ont apprécié la qualité des webinaires dans leur ensemble et ont souligné en particulier :

a) La pertinence du sujet pour leurs pays respectifs alors qu'ils se préparent à mettre en œuvre le cadre de transparence renforcé et cherchent à mieux comprendre le rapport entre ce cadre et le cadre de suivi des ODD ;

b) Le caractère informatif des exemples et des études de cas nationales ;

c) Le partage d'expériences nationales, en réponse aux questions, qui a permis de mieux comprendre les diverses approches existantes de la collecte de données.

2. Intégration de l'établissement de rapports sur le climat dans les statistiques nationales comme moyen d'améliorer les arrangements institutionnels de manière durable

23. Cette série de trois webinaires régionaux a été organisée entre août et septembre 2021 en collaboration avec la Division de statistique de l'ONU. Deux webinaires ont été organisés en anglais, pour la région Asie-Pacifique, et un en espagnol avec interprétation en anglais, pour la région Amérique latine et Caraïbes¹⁵. Au total, 215 experts ont participé aux deux premiers webinaires, dont les objectifs étaient les suivants :

a) Souligner l'importance d'arrangements institutionnels durables pour l'établissement de rapports sur le climat ;

b) Réfléchir aux synergies possibles dans la collecte et l'analyse des données communiquées en vue de l'établissement de rapports sur le climat et d'autres domaines au niveau national ;

c) Mettre en avant l'expérience de pays dans lesquels les organismes nationaux de statistique participent aux processus de mesure, notification et vérification et au cadre de transparence ;

d) Permettre aux participants de partager leur expérience, les enseignements qu'ils en ont tirés et leurs besoins et d'en débattre.

24. Ces webinaires ont permis de faire le point sur la communication de données et d'informations sur le climat au titre de la Convention et de l'Accord de Paris, et de présenter

¹⁵ Le troisième webinaire, pour les régions Afrique et Europe de l'Est, aura lieu le 30 septembre 2021.

des exemples d'approches et de processus existant dans certains pays, qui illustrent les possibilités de participation et le rôle des organismes nationaux de statistique dans la communication d'informations sur le climat. Ils étaient destinés aux experts et aux praticiens des organismes nationaux de statistique qui participent activement à l'élaboration des communications nationales, des rapports biennaux actualisés et des inventaires nationaux de GES, et qui participent ou participeront à la planification de la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé. Des exposés de pays ont été faits par des représentants du Suriname et de la Turquie. Des exposés ont également été faits par des représentants de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale.

25. Les participants ont apprécié la qualité des webinaires et ont mentionné en particulier :

- a) La clarté des enseignements et le haut niveau de compétence des orateurs ;
- b) Les exemples et études de cas concernant des pays, notamment les bonnes pratiques et les enseignements à retenir présentés par les organismes chargés des questions climatiques et des statistiques au Suriname et en Turquie ;
- c) Les aspects logistiques, en particulier le soutien apporté par l'équipe technique, la qualité des services d'interprétation et les modalités d'accès aux exposés.

C. Cours en ligne

26. Les cours en ligne du GCE¹⁶ sont hébergés sur le système de gestion de la formation du secrétariat et portent sur l'évaluation des vulnérabilités et des mesures d'adaptation, l'évaluation des mesures d'atténuation et les inventaires nationaux de GES. Au 2 août 2021, 368 participants s'étaient inscrits à ces cours.

27. Le GCE a fait observer que le contenu des cours en ligne était devenu obsolète et devait être mis à jour, en particulier pour qu'il tienne compte des évolutions récentes, notamment des aspects importants des modalités, procédures et lignes directrices concernant le cadre de transparence renforcé¹⁷ et des principales conclusions du sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

28. Le GCE est convenu de continuer à examiner ce point à sa prochaine réunion en vue de définir la portée et le calendrier de la mise à jour.

D. Forum informel

29. Le GCE est convenu de tenir en ligne, pendant la première semaine de décembre 2021, son quatrième forum informel annuel sur les dispositifs de mesure, notification et vérification et le cadre de transparence renforcé.

30. Le forum informel est l'occasion pour le GCE de consulter les principales parties prenantes sur ses travaux actuels et futurs et de réfléchir activement avec les participants aux facteurs clefs d'une mise en œuvre efficace des dispositifs de mesure, notification et vérification relevant de la Convention et d'une transition réussie vers le cadre de transparence renforcé prévu par l'Accord de Paris.

31. Dans le cadre des dispositifs de mesure, notification et vérification existants, tant les pays développés parties que les pays en développement parties considèrent que l'adhésion politique au niveau national, le renforcement des capacités et l'accès au financement sont des éléments essentiels pour arriver, au niveau national, à améliorer et à pérenniser les arrangements institutionnels d'établissement et de présentation des rapports nationaux au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto. Ces éléments resteront essentiels, en

¹⁶ Voir <https://unfccc.int/process-and-meetings/transparency-and-reporting/support-for-developing-countries/training#eq-1>.

¹⁷ Décision 18/CMA.1, annexe.

particulier pour les pays en développement parties, alors qu'ils préparent et vont effectuer la transition vers le cadre de transparence renforcé.

32. À son quatrième forum informel, le GCE entend présenter ses travaux et recueillir le retour des parties prenantes sur les moyens de renforcer ces travaux de manière à tenir compte des principales difficultés et contraintes des pays en développement parties et à répondre à leurs principaux besoins. Le forum sera également l'occasion de procéder à une réflexion et à un échange de vues informels sur le cas de divers pays et sur les enseignements tirés dans les domaines de l'adhésion politique, du renforcement des capacités et de l'accès au financement.

E. Appui à l'analyse technique des rapports biennaux actualisés

1. Composition des équipes d'experts techniques

33. Le secrétariat rend compte deux fois par an au GCE de la composition des équipes d'experts techniques chargés de l'analyse technique des rapports biennaux actualisés¹⁸. À ses cinquième et sixième réunions, le GCE a examiné les rapports établis par le secrétariat.

34. En juin 2021, dans le cadre des consultations et analyses internationales, 19 cycles d'analyse technique de rapports biennaux actualisés avaient été menés à bien par 44 équipes d'experts techniques, dont la composition satisfaisait aux critères définis¹⁹ et tenait compte des conseils du GCE.

2. Programme de formation des experts désireux de faire partie des équipes d'experts techniques

35. Comme l'a demandé la COP à sa dix-neuvième session, le programme de formation des experts chargés de l'analyse technique des rapports biennaux actualisés a été lancé en avril 2015 et transformé en programme de formation en ligne²⁰ en juin 2015²¹. Depuis, il a été proposé aux experts que les Parties visées à l'annexe I et les Parties non visées à l'annexe I ont inscrit au fichier des experts de la Convention. Les treizième et quatorzième cycles du programme de formation sont planifiés en 2021²². Au cours du treizième cycle, 69 experts (55 de Parties non visées à l'annexe I et 14 de Parties visées à l'annexe I) ont acquis les qualifications requises pour participer à l'analyse technique des rapports biennaux actualisés.

F. Participation à l'évaluation technique des communications sur les niveaux d'émission de référence pour les forêts et/ou les niveaux de référence pour les forêts proposés

36. En 2021, un membre du GCE a participé en qualité d'observateur à deux sessions de l'évaluation technique des communications sur les niveaux d'émission de référence pour les forêts et/ou les niveaux de référence pour les forêts proposés²³, organisées en ligne du 12 au 16 mars et du 19 au 23 avril.

37. À sa sixième réunion, le GCE a examiné la question de l'évaluation technique, y compris le rapport sur cette évaluation, et a remercié le membre qui avait participé à l'évaluation et établi le rapport. Il a décidé qu'il tiendrait compte, dans le cadre des travaux de sa septième réunion, des observations et conclusions formulées dans ce rapport.

¹⁸ Conformément à la décision 20/CP.19, annexe, par. 2.

¹⁹ Décision 20/CP.19, annexe.

²⁰ Voir <https://unfccc.int/process/transparency-and-reporting/reporting-and-review-under-convention/training-review-experts>.

²¹ Conformément à la décision 20/CP.19, par. 1 et 4.

²² Le treizième cycle s'est achevé le 30 avril 2021 et le quatorzième cycle s'achèvera fin novembre 2021.

²³ Conformément à la décision 13/CP.19, annexe, par. 9.

G. Inventaire des supports de formation sur l'évaluation des mesures d'atténuation et sur l'évaluation de la vulnérabilité et des mesures d'adaptation

38. À sa cinquième réunion, le GCE est convenu de procéder à une petite mise à jour de ses deux supports de formation relatifs à l'établissement de rapports sur les mesures d'atténuation et d'adaptation. Les références et informations concernant les outils, qui ont quelque peu évolué depuis 2015, ont été mises à jour et les références à des modèles obsolètes ont été supprimées. Les supports mis à jour sont disponibles sur le site Web de la Convention²⁴.

39. Le GCE est également convenu de procéder à une mise à jour complète des supports de formation en 2022, lorsque les parties pertinentes du sixième rapport d'évaluation du GIEC seront disponibles. Il a indiqué qu'il souhaitait collaborer avec des partenaires disposant des compétences nécessaires pour poursuivre ce travail.

H. Évaluation des lacunes et des besoins

40. À sa cinquième réunion, le GCE a décidé de continuer d'évaluer les obstacles et problèmes existants et nouveaux que rencontraient les pays en développement parties dans le contexte de l'utilisation des dispositifs de mesure, notification et vérification existants et de la préparation à l'application du cadre de transparence renforcé, ainsi que les enseignements tirés de leur expérience et leurs besoins de renforcement des capacités en la matière. Il a aussi décidé de mettre à jour le document technique, établi en 2020, sur les problèmes et les obstacles rencontrés, les enseignements tirés de l'expérience et les besoins de renforcement des capacités dans le contexte de l'élaboration des communications nationales et des rapports biennaux actualisés²⁵.

41. Pour élaborer la version actualisée du document technique²⁶, le GCE a pris en considération les résultats de son enquête en ligne, menée du 15 avril au 30 juin 2021, sur les lacunes et les besoins existants et nouveaux que rencontraient les pays en développement parties dans le contexte de la mise en application des dispositifs de mesure, notification et vérification existants et de la préparation à l'application du cadre de transparence renforcé²⁷, ainsi que les informations provenant des 16 communications nationales et des 20 rapports biennaux actualisés soumis et des 16 rapports de synthèse sur l'analyse technique des rapports biennaux actualisés, tous publiés entre le 1^{er} août 2020 et le 30 juin 2021. Au total, il s'est appuyé sur les 125 communications nationales et les 65 rapports biennaux actualisés les plus récents, qui émanaient de 152 pays en développement parties, ainsi que sur 54 rapports de synthèse sur l'analyse technique des rapports biennaux actualisés, tous publiés avant le 20 juin 2021.

42. Il est ressorti de l'évaluation du GCE que les pays en développement parties continuaient de rencontrer des obstacles et des difficultés dans l'élaboration des communications nationales et des rapports biennaux actualisés, des obstacles et difficultés similaires étant observés dans toutes les régions. Le domaine le plus sujet aux difficultés et aux besoins est la préparation des inventaires nationaux de GES. Viennent ensuite l'établissement de rapports sur les mesures d'adaptation ; l'établissement de rapports sur les mesures d'atténuation ; l'appui nécessaire et l'appui reçu ; les questions intersectorielles.

43. Eu égard à la préparation des inventaires nationaux de GES, les principales difficultés et les principaux besoins concernent le traitement des données obsolètes, incomplètes ou incompatibles et la création d'une base de données permettant de simplifier la collecte des

²⁴ <https://unfccc.int/process-and-meetings/bodies/constituted-bodies/consultative-group-of-experts/cge-training-materials/cge-training-materials-for-the-preparation-of-national-communications>.

²⁵ FCCC/TP/2020/1.

²⁶ FCCC/TP/2021/2.

²⁷ Le rapport sur l'enquête de 2021 est disponible à l'adresse suivante : <https://unfccc.int/process-and-meetings/bodies/constituted-bodies/consultative-group-of-experts-cge/cge-training-materials/enhanced-transparency-framework-technical-material#eq-4>.

données, ainsi que la disponibilité de données précises et l'absence d'appui technique adéquat par des experts concernant l'utilisation des méthodes et outils. De même, en ce qui concerne l'établissement de rapports sur les mesures d'adaptation, les principales difficultés et les principaux besoins sont liés à la mise en place, l'amélioration ou la maintenance des infrastructures technologiques permettant d'améliorer la qualité des données et de combler les lacunes en la matière ; à la promotion des activités de recherche visant à mieux comprendre les effets des changements climatiques dans différents secteurs (par exemple, la biodiversité, la santé, les ressources en eau et l'agriculture) ; à améliorer les études d'impact et les évaluations de la vulnérabilité (appui technique par des experts) ; à combler les lacunes constatées entre données existantes et données nécessaires pour les modèles actuels d'évaluation de la vulnérabilité et des mesures d'adaptation. Eu égard aux mesures d'atténuation, les principales difficultés et les principaux besoins concernent les lacunes en matière d'accès aux orientations pratiques, aux outils et aux méthodes permettant d'évaluer les mesures d'atténuation et de suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre et la réalisation des CDN ; l'absence d'un processus normalisé et efficace de collecte et de synthèse des données ; le manque de capacités ou de compétences techniques relatives à l'utilisation des outils et méthodes disponibles. Les principales difficultés et les principaux besoins en matière d'appui nécessaire et d'appui reçu concernent le renforcement des arrangements institutionnels relatifs à la communication continue de données de bonne qualité ; l'absence d'un processus normalisé et efficace de collecte et de synthèse des données ; l'absence d'une méthode et d'orientations claires pour que le financement de l'action climatique soit comptabilisé, évalué et notifié de manière cohérente. Pour ce qui est des questions intersectorielles, les principales difficultés concernent le renforcement des capacités institutionnelles permettant de pérenniser et d'améliorer progressivement le processus de mesure, notification et vérification et le cadre de transparence, ainsi que le renforcement de la coordination entre les secteurs et les organismes en matière de collecte et de partage des données.

44. Les Parties ont constaté que la participation aux consultations et analyses internationales leur avait permis d'améliorer progressivement le processus d'établissement des rapports, mais elles considèrent qu'il faut s'attaquer plus rapidement aux difficultés et aux besoins en vue de la transition vers le cadre de transparence renforcé.

I. Autres éléments du plan de travail

1. Communication et information

45. À sa cinquième réunion, le GCE a approuvé son plan de communication et d'information pour 2021²⁸. Par ses activités d'information, le GCE entend faire mieux connaître son rôle et ses activités de soutien aux pays en développement parties et ainsi communiquer efficacement avec son public cible.

46. Les pages Web du GCE²⁹, l'un des principaux canaux de communication de celui-ci, ont été revues et actualisées en 2021, de sorte que le public puisse accéder aisément aux informations et aux ressources techniques les plus récentes.

2. Plateforme en ligne

47. Le GCE a continué d'améliorer son portail intitulé « MRV/Transparency helpdesk »³⁰, sur lequel il publie des documents techniques, des nouvelles et des annonces.

48. À sa cinquième réunion, le GCE a décidé de revoir la structure de la plateforme et les informations disponibles sur celle-ci.

49. Le GCE engage les experts nationaux et autres acteurs associés à la mise en œuvre des dispositifs de mesure, notification et vérification, y compris à l'élaboration des

²⁸ <https://unfccc.int/process-and-meetings/bodies/constituted-bodies/consultative-group-of-experts-cge/cge-news-and-announcements>.

²⁹ <https://unfccc.int/CGE>.

³⁰ <https://www4.unfccc.int/sites/transparency/Pages/Home.aspx>.

communications nationales et des rapports biennaux actualisés, ainsi qu'à la préparation de la mise en application du cadre de transparence renforcé, à utiliser le portail.

J. Collaboration et coopération

1. Organes constitués et groupes d'experts

a) Comité de l'adaptation

50. En 2021, un membre du GCE a participé à la dix-neuvième réunion du Comité de l'adaptation qui s'est tenue du 16 au 19 mars, et à sa vingtième réunion, du 7 au 10 septembre. Le GCE a pris note du rapport du Comité de l'adaptation.

51. Un membre du GCE a également participé à un webinaire sur la communication relative aux mesures d'adaptation, qui s'est tenu le 20 juin 2021, et a présenté les conclusions concernant les lacunes et les difficultés dans ce domaine, formulées dans le document technique mentionné au paragraphe 40 ci-dessus.

b) Comité de Paris sur le renforcement des capacités

52. Un membre du GCE a participé, le 8 juin 2021, à la première réunion du groupe de coordination informel pour le renforcement des capacités au titre de la Convention et de l'Accord de Paris ; plusieurs axes de coordination et de collaboration entre les organes constitués et les groupes d'experts de la Convention ont été recensés, notamment le partage de connaissances et des manifestations conjointes.

53. Le GCE a indiqué qu'il continuerait à communiquer au Comité de Paris sur le renforcement des capacités les informations provenant de son évaluation des besoins en matière de renforcement des capacités.

c) Programme de travail de Nairobi sur les incidences des changements climatiques et la vulnérabilité et l'adaptation à ces changements

54. Dans le cadre de ses activités de communication et d'information, le GCE a continué de contribuer au bulletin d'information électronique du Programme de travail de Nairobi en 2021.

55. Le GCE a évoqué la possibilité de collaborer avec le Programme de travail de Nairobi dans le cadre de la mise à jour, prévue en 2022, de ses supports de formation sur l'évaluation de la vulnérabilité et des mesures d'adaptation (voir par. 39 ci-dessus).

d) Groupe de facilitation de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones

56. Un membre du GCE a participé à la cinquième réunion du Groupe de facilitation, qui s'est tenue du 21 au 24 juin 2021. Le GCE a indiqué qu'il était disposé à collaborer avec le Groupe de facilitation en vue d'associer les peuples autochtones et les communautés locales aux cadres nationaux d'établissement de rapports et au cadre de transparence renforcé.

2. Organisations intergouvernementales et dispositifs s'y rapportant

a) Programme mondial d'appui pour l'établissement des communications nationales et des rapports biennaux actualisés par les Parties non visées à l'annexe I

57. Aux cinquième et sixième réunions du GCE, les membres du Groupe représentant le PNUD et le PNUE ont fait le point sur les progrès accomplis dans l'exécution du Programme mondial d'appui pour l'établissement des communications nationales et des rapports biennaux actualisés par les Parties non visées à l'annexe I.

58. Le GCE a jugé fructueuse sa collaboration avec le Programme mondial d'appui et a indiqué qu'il poursuivrait cette collaboration.

b) Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

59. Aux cinquième et sixième réunions du GCE, le membre représentant le GIEC a fait le point sur les travaux de celui-ci. Le GCE a pris note des dates de publication prévues des différents rapports qui constituent le sixième rapport d'évaluation du GIEC³¹.

60. Le Groupe est convenu de réfléchir aux possibilités de collaboration avec le GIEC en 2022, dans le cadre des manifestations de sensibilisation destinées à présenter les principales conclusions de ces rapports, ainsi qu'avec les Groupes de travail II et III du GIEC dans le cadre de la mise à jour de ses supports de formation relatifs aux mesures d'atténuation et d'adaptation (voir par. 39 ci-dessus).

c) Division de statistique de l'ONU

61. Le GCE et la Section des statistiques de l'environnement de la Division de statistique de l'ONU ont organisé une réunion informelle le 28 avril 2021. Les deux entités ont constaté que cette réunion avait permis de forger des relations de travail plus étroites et ont évoqué plusieurs moyens possibles de renforcer mutuellement leurs travaux.

62. Le GCE a apporté une contribution à la Division de statistique dans le cadre de l'élaboration du questionnaire relatif à la consultation mondiale sur le projet d'ensemble mondial de statistiques et d'indicateurs sur les changements climatiques³². Par ailleurs, la Division de statistique a été invitée à faire des exposés dans le cadre de la série de webinaires régionaux du GCE.

IV. Conclusions

63. Guidé par sa vision, sa mission et ses objectifs stratégiques, le GCE a continué à fournir aux pays en développement parties une assistance technique et des services consultatifs. Il fonde son plan de travail pour 2021 sur un certain nombre d'activités menées avec succès en 2020, dans le but de s'acquitter pleinement de son mandat, à savoir aider les pays en développement parties à renforcer leurs capacités à utiliser les dispositifs de mesure, notification et vérification existants et à commencer à préparer une transition souple, rapide et durable vers le cadre de transparence renforcé.

64. Malgré les difficultés posées par la pandémie de COVID-19, le GCE a su mener à bien les activités prévues dans son plan de travail pour 2021. L'expérience acquise et les enseignements tirés en 2020 lui ont permis d'encore affiner ses méthodes de travail et approches novatrices pour progresser dans ses travaux et obtenir les principaux résultats suivants :

a) Il a formé 313 experts nationaux dans le cadre de sept ateliers régionaux de formation pratique organisés en ligne, et consacrés aux arrangements institutionnels relatifs aux dispositifs de mesure, notification et vérification existants et au cadre de transparence renforcé ;

b) Il a touché 300 experts, dans le cadre de deux séries de webinaires régionaux portant sur la création, à l'échelle nationale, de synergies dans la collecte des données à communiquer au titre de la Convention et d'autres instruments internationaux, et sur l'intégration de l'établissement de rapports sur le climat dans les statistiques nationales comme moyen d'améliorer les arrangements institutionnels de manière durable ;

c) Il a mis au point, traduit et diffusé des supports de formation en ligne sur les arrangements institutionnels, dont un outil permettant de procéder à une analyse des parties prenantes ;

d) Il a continué de former les experts inscrits au fichier d'experts de la Convention à l'analyse technique des rapports biennaux actualisés ;

³¹ Voir <https://www.ipcc.ch/calendar/>.

³² https://unstats.un.org/unsd/envstats/ClimateChange_StatAndInd_global.cshml.

e) Il a fait mieux connaître ses activités auprès des parties prenantes qui s'emploient activement à aider les pays en développement parties en ce qui concerne les dispositifs de mesure, notification et vérification et le cadre de transparence renforcé, notamment des organismes bilatéraux et multilatéraux, moyennant son site Web et la plateforme interactive en ligne, mais également de manifestations spéciales organisées en marge de la vingt-sixième session de la COP ;

f) Il a mené des travaux d'analyse ciblés, tels que le recensement et la synthèse des problèmes et obstacles rencontrés, des enseignements à retenir et des besoins de renforcement des capacités dans le contexte de l'élaboration des communications nationales et des rapports biennaux actualisés.

65. Le GCE a noté que les attentes formulées par les pays en développement parties ayant répondu à son enquête (voir par. 41 ci-dessus) constituaient une orientation claire pour ses travaux futurs. D'après cette enquête, les principales attentes des pays en développement parties à l'égard du GCE concernent les points suivants :

a) L'élaboration et la diffusion de documents et d'outils d'orientation concernant des sujets tels que la transition entre les dispositifs de mesure, notification et vérification existants et le cadre de transparence renforcé ; le suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre et dans la réalisation des CDN ; l'évaluation des conséquences sociales et économiques des mesures de riposte ;

b) L'organisation d'ateliers de formation pratique, notamment sur l'application des modalités, procédures et lignes directrices concernant le cadre de transparence renforcé ; la réalisation d'évaluations des mesures d'atténuation ; le traitement des informations destinées à l'établissement de rapports sur l'appui nécessaire et l'appui reçu ;

c) L'organisation de séances d'information, notamment sur la mise en commun des enseignements tirés en ce qui concerne l'élaboration d'accords relatifs au partage des données et de systèmes de gestion des données ; le partage des données d'expérience relatives à la gestion des financements du Fonds pour l'environnement mondial ; la coordination des dispositifs de mesure, notification et vérification en place avec le processus d'établissement de rapports nationaux concernant les progrès accomplis dans la réalisation des ODD ;

d) La création et la gestion de plateformes (sous-)régionales destinées à promouvoir les échanges entre praticiens et leur mise en réseau, et à renforcer la coopération Sud-Sud ;

e) La compilation et la diffusion d'informations sur les outils et méthodes pratiques permettant d'améliorer les dispositifs nationaux de mesure, notification et vérification et le partage des bonnes pratiques et des exemples concernant les avantages au niveau national de l'établissement de rapports sur les questions liées au climat.

66. Les pays en développement parties restent demandeurs d'activités de renforcement des capacités pouvant les aider à préparer la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé tout en continuant à utiliser les dispositifs de mesure, notification et vérification existants. Plus précisément, il ressort des informations de retour communiquées par les participants aux ateliers régionaux de formation pratique, que des besoins subsistent pour ce qui est de :

a) Comprendre le cadre de transparence renforcé (notamment les modalités, procédures et lignes directrices concernant le cadre, en vue de suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre et la réalisation des CDN) ;

b) Préparer et communiquer les inventaires de GES ;

c) Recenser les mesures d'atténuation et en rendre compte ;

d) Comprendre les besoins en matière de données, les synergies possibles et les modalités de collecte ;

e) Recenser les mesures d'adaptation et en rendre compte ;

f) Rassembler et communiquer des informations sur l'appui nécessaire et l'appui reçu ;

g) Mettre en place des arrangements institutionnels et les renforcer.

67. Le GCE est convenu de tenir compte des observations et des informations en retour figurant aux paragraphes 65 et 66 ci-dessus lorsqu'il élaborera son plan de travail pour 2022 à sa prochaine réunion, qui doit se tenir en février 2022.

68. Le GCE a remercié les pays en développement parties de leur participation active à ses activités en 2021 et de leurs précieux retours d'informations, qui l'aideront à aligner son plan de travail sur leurs besoins et priorités.

69. Il a également remercié les Parties qui avaient versé des contributions financières, lui permettant ainsi d'exécuter son plan de travail de manière efficace et dans le respect des délais.

Annexe

Plan de travail du Groupe consultatif d'experts pour 2021

Thème	Activité	Calendrier de mise en œuvre (2021)											
		Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
A. Supports de connaissances	1. Supports de formation												
	a. Mettre à jour les supports de formation sur l'évaluation des mesures d'atténuation				X	X	X	X					
	b. Mettre à jour les supports de formation sur l'évaluation de la vulnérabilité et des mesures d'adaptation				X	X	X	X					
	2. Boîte à outils sur les arrangements institutionnels de mesure, notification et vérification et sur la transparence des mesures et de l'appui aux pays en développement parties												
	a. Continuer à recueillir des enseignements tirés de l'expérience et de les publier sous forme de témoignages écrits ou d'entretiens vidéo		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	b. Continuer à recueillir des observations de retour sur la boîte à outils et à l'améliorer	X	X	X	X	X	X						
	3. Évaluation des besoins en matière de renforcement des capacités												
	a. Continuer de rassembler des informations sur les besoins en matière de renforcement des capacités	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	b. Publier les résultats des travaux d'évaluation des besoins en matière de renforcement des capacités (étude technique actualisée)			X	X	X	X	X	X				
	c. Réaliser une enquête sur les besoins en matière de renforcement des capacités				X	X	X						
	d. Élaborer et diffuser des infographies et autres supports visuels								X	X	X		

Thème	Activité	Calendrier de mise en œuvre (2021)											
		Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
B. Transmission de connaissances	4. Ateliers régionaux de formation pratique sur les arrangements institutionnels relatifs aux dispositifs de mesure, notification et vérification en place, ainsi que sur le cadre de transparence renforcé, y compris la gestion des données pour les inventaires nationaux des GES												
	a. Asie-Pacifique, Europe orientale, Europe occidentale et autres États (anglais)						X						
	b. Pacifique (anglais)						X						
	c. Afrique et Amérique latine et Caraïbes (anglais)							X					
	d. Afrique et Amérique latine et Caraïbes (français)							X					
	e. Afrique, Amérique latine et Caraïbes, Europe occidentale et autres États (espagnol)								X				
	f. Moyen-Orient et Afrique du Nord (arabe)									X			
	g. Asie-Pacifique et Europe orientale (russe)									X			
	5.a Webinaire sur l'optimisation des synergies dans la collecte des données que les pays communiquent au titre des dispositifs de mesure, notification et vérification en place, du cadre de transparence renforcé, du cadre de suivi des ODD et d'autres instruments internationaux												
	a. Asie-Pacifique et Europe orientale (anglais)					X							
	b. Amérique latine et Caraïbes (espagnol)					X							
	c. Afrique (anglais)						X						
	5.b Webinaire sur l'intégration de l'établissement de rapports sur le climat dans les statistiques nationales comme moyen d'améliorer les arrangements institutionnels de manière durable												
	a. Asie-Pacifique et Europe orientale (anglais)									X			
	b. Amérique latine et Caraïbes (anglais et espagnol)								X				

Thème	Activité	Calendrier de mise en œuvre (2021)											
		Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
C. Questions intersectorielles	c. Afrique (anglais)										X		
	6. Cours en ligne sur l'établissement des communications nationales	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	7. Formation d'experts à l'analyse technique des rapports biennaux actualisés												
	a. Treizième cycle	X	X	X	X								
	b. Quatorzième cycle								X	X	X	X	
	8. Collaboration												
	a. Dialoguer ou collaborer avec d'autres organes constitués, selon qu'il conviendra	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	b. Dialoguer ou collaborer avec des organisations/initiatives/programmes internationaux	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	9. Communication et information												
	a. Élaborer son plan annuel de communication et d'information et l'exécuter			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	b. Organiser des manifestations parallèles pendant les sessions											X	
	c. Organiser et animer un ou plusieurs forums informels												X
D. Autres	10. Outils informatiques d'appui												
	a. Maintenir et/ou actualiser sa salle de réunion virtuelle	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	b. Tenir à jour ses pages Web sur le site Internet de la Convention, notamment le portail MRV/Transparency helpdesk, et ses comptes sur les médias sociaux	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	11. Organiser ses réunions ordinaires			X						X			
	12. Participer aux évaluations techniques des communications sur les niveaux d'émission de référence pour les forêts et/ou les niveaux de référence pour les forêts proposés				X	X							

Thème	Activité	Calendrier de mise en œuvre (2021)											
		Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
	13. Envisager d'établir, selon qu'il conviendra, un rapport technique périodique sur la sélection des équipes d'experts techniques			X						X			
	14. Contribuer au bilan mondial						X	X	X	X	X	X	X